

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 23/2 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.2.60043

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



J. W. EVANS), Spanien (Pablo Fernández ALBALADEJO), Polen (Antoni MACZAK), Schweden (Rolf TORSTENDAHL), die Schweiz (Guy P. MARCHAL) sowie Frankreich (Charles-Olivier CARBONELL) eindrucksvoll beweisen. Die durch Jean-Philippe GENETS Bilanz abgerundete Publikation unterstreicht erneut den Nutzen vergleichender, über die nationalen Grenzpfähle und Forschungstraditionen hinausreichender Studien.

Wolfgang MÜLLER, Kaiserslautern

Hagen SCHULZE, *Staat und Nation in der europäischen Geschichte*, München (C. H. Beck) 1994, 376 S. (Reihe »Europa bauen«).

Avec Otto Dann (Cologne), Hagen Schulze est en Allemagne l'un des historiens qui ont complètement renouvelé la réflexion sur les origines et la nature du nationalisme, et sur son inscription dans l'apparition et le développement des Etats nationaux. L'un comme l'autre, ils se sont libérés des présupposés idéologiques qui, il y a peu encore (et pas seulement en Allemagne) voyaient dans l'Etat national le *telos* d'une évolution prédéterminée par des facteurs exclusivement ethno-linguistiques, culturels, sociaux, voire religieux. On sait maintenant que tout phénomène historique est multidimensionnel, et qu'il est très osé de chercher une »nécessité« dans les combinaisons qui le produisent. L'historien doit être modeste, et sa première tâche est d'interroger ... l'histoire, c'est-à-dire de constater ce qui s'est passé et d'élucider l'enchaînement des phénomènes, pour essayer ensuite de répondre aux redoutables questions du pourquoi et du comment.

Dans un style remarquablement concret (ce qui n'exclut pas, lorsqu'elles sont nécessaires, les définitions théoriques précises), H. S. établit un bilan des connaissances actuelles sur l'histoire de l'Etat et de la Nation comme entités structurant la carte européenne. En quatre chapitres (»Etats«, »Nations«, »Etats nationaux«, »Nations, Etats et Europe«), il examine comment s'est constitué l'Etat national moderne et la place qui sera la sienne dans l'Europe actuellement en gestation. L'idée directrice est que l'Etat national s'est peu à peu imposé comme la seule forme de souveraineté organisée capable de concilier les tendances centrifuges liées à la diversité des intérêts, des cultures, des origines ethniques, des conditions sociales. Si l'Etat forge (lentement) les structures institutionnelles qui unifient l'administration tout en créant, au fil des siècles, un cadre juridique qui assure la sécurité du sujet devenu citoyen, la *nation* est la source qui légitime le pouvoir de l'Etat. Le problème est celui de la définition de la nation: le ciment en est-il uniquement culturel, social, politique ou autre? Privilégier l'un des éléments, c'est récuser la diversité et l'idée qu'une *nation* peut réunir plusieurs *peuples* – et c'est dès lors rendre possible la dérive du nationalisme. H. S. analyse tous les modèles fournis par l'histoire européenne et aboutit à la conclusion que l'identification peuple/nation (dont il situe les origines au confluent de l'époque révolutionnaire et du début de l'ère industrielle) a été le tremplin à partir duquel s'est édifié l'Etat national moderne, successivement »révolutionnaire« (1815–1871), »impérial« (1871–1914), enfin »total« (1914–1945). Mais du fait que ces réalisations s'appuyaient sur une seule définition de la nation qui excluait – avec plus ou moins de rigueur – toutes les autres, l'identification du »peuple« à la »nation« était porteuse de conflits, dont le XX<sup>e</sup> siècle a produit la forme achevée et monstrueuse. Le nationalisme a été promu au statut de seule idéologie d'intégration possible au sein de l'Etat national – avant de subir en 1945 une défaite spectaculaire (que nul n'osera cependant dire définitive, car rien ne l'est en histoire), non seulement militaire, mais morale.

Ces analyses permettent de trouver le dénominateur commun qui explique que des Etats aussi radicalement différents que l'Allemagne de Bismarck, l'Angleterre, la République française, l'Italie de Mussolini ou l'Allemagne de Hitler aient pu se qualifier de »nationaux«. H. S. ne pratique pas pour autant l'amalgame théorique, et il sait parfaitement utiliser les résultats fournis par l'histoire politique, sociale ou diplomatique pour établir les différenciat-



ons qui s'imposent et resituer la gestation des affects nationalistes dans leur cadre spécifique. Ainsi peut-il constater, par exemple, que le national-socialisme inscrit sa conception de l'État national non seulement dans les rancœurs qu'il nourrissait à l'égard des démocraties victorieuses en 1918, mais dans un substrat plus profond constitué aussi bien par un antisémitisme bien antérieur à Hitler (et pas uniquement allemand) que par des théories politiques développées dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Selon H. S., l'«État national total» de type hitlérien apporte la preuve du danger mortel que fait courir à l'humanité la conjonction d'une idéologie et d'un pouvoir. Définir la nation à partir de ses «ennemis», c'est lui refuser ce qui devrait être sa fonction première: l'intégration des différences.

C'est précisément le problème qui se pose à l'Europe actuellement en construction. H. S. ne la voit pas autrement (au moins à court et à moyen terme) que comme une «Europe des nations» – thèse assurément réaliste: car la nation étant, en fin de compte, d'abord affaire de sentiments, d'habitudes, de solidarités parfois séculaires, on n'imagine guère qu'il soit possible de lui substituer du jour au lendemain d'autres sentiments, d'autres habitudes, d'autres solidarités, à moins que ce ne soit par la force, laquelle engendre toujours les massacres. H. S. plaide pour l'idée d'une continuité de l'idée nationale. Mais il n'en fait pas le principe d'une histoire inscrite dans les rêves du passé. Selon lui, les Européens doivent travailler à intégrer progressivement leur identité nationale, encore atomisée, dans une identité européenne. L'histoire est là pour enseigner que tout est possible, parce que tout change. Conclusion optimiste, donc, qui a le mérite de soulever un débat fondamental du présent. Mais l'histoire a-t-elle jamais enseigné quoi que ce soit ...?

Pierre-André BOIS, Reims

Heinz DUCHHARDT, Richard A. JACKSON, David STURDY (Hg.), *European Monarchy. Its Evolution and Practice from Roman Antiquity to Modern Times*, Stuttgart (Franz Steiner) 1992, 222 S., Abb.

Die in diesem Band vereinigten Aufsätze stellen eine Auswahl von Vorträgen dar, die 1990 auf der von der Vereinigung *Majestas* in Paris organisierten Zweiten Internationalen Konferenz über Herrschertum gehalten wurden. In seiner Einleitung (Introduction, S. 1–15) erläutert Richard JACKSON die Ziele der Vereinigung und gibt anschließend eine Übersicht über Forschungen der letzten Jahre zum Thema Königtum/Herrschertum, für das er ein zunehmendes Interesse feststellt. Thema der Pariser Konferenz war das Erscheinungsbild der Monarchie aus der Sicht der Herrschenden wie der Beherrschten. Der zeitliche Rahmen der Beiträge reicht dabei vom zweiten vorchristlichen Jahrhundert bis zum Ende des neunzehnten, der geographische von Rom bis Norwegen und von Frankreich bis Rußland.

Was die einzelnen Beiträge miteinander verbindet, ist neben der Perspektive des Herrschertums von oben und von unten (JACKSON S. 7 spricht von »interesting dichotomy«) vor allem der interdisziplinäre Ansatz, der Aspekten der Verfassungs-, Sozial-, Kunst- und politischen Geschichte gleichermaßen Raum gibt. An der Spitze steht mit dem Aufsatz von Edmond FRÉZOULS (*De la maiestas populi Romani à la majesté impériale*, S. 17–25) sinnvollerweise die Untersuchung über einen Zentralbegriff des Herrschertums, der aus der verfassungsrechtlichen Situation der römischen Republik entwickelt später auf die Person der römischen Kaiser und von da in weiterer Folge auf den europäischen Herrscher schlechthin übertragen wurde. Dem Erscheinungsbild des Königtums in Mittelalter und Neuzeit sind die Beiträge von Brigitte BEDOS-REZAK (*Ritual in the Royal Chancery: Text, Image, and the Representation of Kingship in Medieval French Diplomas 700–1200*, S. 27–40), Lawrence M. BRYANT (*Politics, Ceremonies, and Embodiments of Majesty in Henry II's France*, S. 127–154) und David E. BARCLAY (*Ritual, Ceremonial, and the »Invention« of a Monarchical Tradition in Nineteenth-Century Prussia*, S. 207–220) gewidmet, Bedos-Rezak untersucht